

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60021 Beauvais

Beauvais, le 05/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VALFRANCE

Route de Montagny
60440 Nanteuil-le-Haudouin

Références : IC-R/081/24-MV/YY
Code AIOT : 0005101379

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/02/2024 dans l'établissement VALFRANCE implanté Route de Montagny 60440 Nanteuil-le-Haudouin. L'inspection a été annoncée le 22/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALFRANCE
- Route de Montagny 60440 Nanteuil-le-Haudouin
- Code AIOT : 0005101379
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société VALFRANCE est une coopérative agricole dont l'activité principale consiste à stocker des grains de céréales (blé, orge, escourgeon, maïs sec avoine, colza, lin, pois, etc.), des produits phytopharmaceutiques, et des engrais solides.

Les installations exploitées sur le site de Nanteuil-le-Haudouin sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 15 mai 1998 et l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 août 2010 (modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 octobre 2021).

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 23/08/2010, article 9	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	découplage	Arrêté Préfectoral du 23/08/2010, article 7.b	Sans objet
3	prévention des risques liés aux appareils de manutention	Arrêté Préfectoral du 23/08/2010, article 12	Sans objet
4	Vieillessement des structures	Arrêté Préfectoral du 23/08/2010, article 14	Sans objet
5	Formation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	Sans objet
6	Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesures de protection	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté l'absence de procédure d'alerte avec la SNCF sur le site. L'exploitant devra donc sous un mois rédiger cette procédure qui devra être testée régulièrement comme le prescrit l'article 9 de son arrêté préfectoral du 23 août 2010. Cette procédure devra être transmise aux services de l'inspection.

En axe d'amélioration, le plan des installations pourrait être amélioré afin d'intégrer plus d'informations conformément à l'article 9 de l'arrêté préfectoral du 23 août 2010.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : découplage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/08/2010, article 7.b
Thème(s) : Risques accidentels, découplage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque la technique le permet, et conformément à l'étude de dangers réalisée par l'exploitant, les sous-ensembles sont isolés par l'intermédiaire de dispositifs de découplage. Ces dispositifs sont dimensionnés de manière à résister à une explosion primaire débutant dans l'un des volumes adjacents. Les justificatifs sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.</p> <p>Les communications entre volumes sont limitées. Les ouvertures pratiquées dans les parois intérieures pour le passage des transporteurs, canalisations, etc., doivent être aussi réduites que possible.</p> <p>L'exploitant s'assure de l'efficacité et de la pérennité des découplages mis en place :</p> <ul style="list-style-type: none">• galerie d'ensilage silo2/tour de manutention silo 2=> cloison métallique avec deux portes (100 mbar)• galerie sous cellules silo 2/tour manutention silo 2=> cloison métallique avec 1 porte (100mbar) <p>Lorsque le découplage comprend ou est assuré par des portes, celles-ci sont maintenues fermées, hors passages, au moyen de dispositifs de fermetures mécaniques. L'obligation de maintenir les portes fermées doit a minima être affichée.</p> <p>L'ensemble des ouvertures communicant avec les galeries inférieures et supérieures (portes et trappes de visite des cellules) est fermé pendant les phases de manutention</p> <p>L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les factures, copies des procédures établies, compte rendu de visite d'expert, étude de dimensionnement, etc., qui permettent de justifier de l'efficacité et de la fiabilité des mesures mises en place.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les prescriptions de l'article 7.b ont été modifiées par l'APC du 5 octobre 2021. Les prescriptions contrôlées sont celles de cet article incluant les modifications apportées. L'inspection a permis de vérifier la présence d'une cloison avec deux portes de découplages entre la galerie sur cellules et la tour de manutention ainsi que la présence d'une cloison avec une seule porte de découplage entre la galerie sous cellules et la tour de manutention. Lors de l'inspection les portes de découplages étaient fermées et un affichage avec obligation de maintenir ces portes fermées était présent. La résistance à la pression des découplages a été vérifiée lors de la précédente inspection, l'exploitant ayant transmis une note de calcul attestant de la tenue de ceux-ci.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/08/2010, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant établit une liste exhaustive des moyens de lutte contre l'incendie et de leur implantation sur le site. Ces équipements sont conformes aux normes et aux réglementations en vigueur, maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles en toutes circonstances. Ils doivent faire l'objet de vérifications périodiques au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de cette vérification. Des procédures d'intervention sont rédigées et communiquées aux services de secours et doivent notamment comporter : <ul style="list-style-type: none">• le plan des installations avec indication :• des phénomènes dangereux (incendie, explosion, ensevelissement, etc...) susceptibles d'apparaître ;• les mesures de protection définies à l'article 10 de l'AM du 29/03/04 modifié ;• les moyens de lutte contre l'incendie ;• les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours ;• les stratégies d'intervention en cas de sinistre ;• et le cas échéant :• la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement. Une procédure d'alerte avec la SNCF est rédigée et testée régulièrement. Le personnel est formé à l'application de ces procédures ainsi qu'à la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie en place sur le site. Le personnel saisonnier est formé au respect des consignes de sécurité. Le point de coupure des énergies et de rassemblement du personnel sont indiqués.
Constats : Le site dispose d'une réserve incendie de 120 m ³ enterrée avec une canne d'aspiration. Un plan succinct des installations est présent au niveau du bureau. L'exploitant a indiqué qu'il n'y a pas de réseau de gaz au niveau du site donc pas de localisation de coupure d'énergie reprise sur le plan. Des arrêts de sécurité "coup de poing" sont présents dans le silo. Une indication sur le zonage ATEX est mentionné sur les équipements directement au niveau des installations, toutefois le plan de zonage ATEX n'a pas été contrôlé lors de l'inspection. Des procédures existent en cas d'auto-échauffement et d'intervention (consigne d'auto-échauffement présentée à l'inspection). Le silo est équipé de colonnes sèches (vérification faite le 5 septembre 2023 par l'entreprise 3 protection), d'extincteurs (vérification le 5 septembre 2023 par la société 3 protection) et de raccords d'inertages présents soit directement sur le bas des cellules soit au niveau du système de ventilation. L'exploitant a indiqué que le SDIS réalise des exercices réguliers sur le site (le carnet de visite du site mentionne un passage du SDIS le 07/02/23). Les saisonniers sont également formés aux risques des installations. Un guide d'accueil qui sert de support aux formations des saisonniers existe et a été présenté aux services de l'inspection. Le suivi des saisonniers à cette formation a aussi été présenté.

Le plan présent à l'entrée du bureau pourrait être amélioré en reprenant plus d'informations sur la localisation des découplages, la localisation des coupures électriques et les moyens de lutte contre l'incendie, mais globalement l'exploitant répond aux prescriptions contrôlées à l'exception de la procédure d'alerte avec la SNCF rédigée et testée régulièrement qui est inexistante. L'exploitant devra mettre en place cette procédure sous un mois et en apporter la justification auprès des services de l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : prévention des risques liés aux appareils de manutention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/08/2010, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, prévention des risques liés aux appareils de manutention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Conformément à l'étude de dangers élaborée par l'exploitant, les appareils de manutention sont munis des dispositifs visant à détecter et stopper tout fonctionnement anormal de ces appareils qui pourrait entraîner un éventuel échauffement des matières organiques présentes.</p> <p>En particulier, les dispositifs suivants sont installés :</p> <p>(...)</p> <p>contrôleur de rotation, contrôleurs de déport de bande et bande non propagatrices de la flamme pour les transporteurs à bande (TB1, TB2, TB3, TB4) au niveau du silo 2</p> <p>(...)</p> <p>Si des modifications interviennent sur l'un de ces dispositifs, l'exploitant devra démontrer l'efficacité des nouveaux dispositifs et leur niveau de sécurité au moins équivalent.</p> <p>L'exploitant établit un programme d'entretien de ces dispositifs, qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel. Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les détecteurs d'incidents de fonctionnement arrêtent l'installation et les équipements situés en amont immédiatement. L'installation ne peut être remise en service qu'après intervention du personnel pour remédier à la cause de l'incident.</p> <p>Les moteurs des extracteurs d'air des cellules de stockage ne sont pas situés à la verticale des cellules de façon à éviter toute chute de matériel à l'intérieur d'une cellule.</p> <p>Ils sont à axes déportés de façon à éviter toute chute de matériel à l'intérieur d'une cellule ou sont équipés d'écrous freins s'ils sont à l'intérieur des cellules.</p>

<p>Dans ce cas, ils sont ATEX et font l'objet d'un :</p> <ul style="list-style-type: none"> • contrôle électrique annuel selon l'article 9 de l'arrêté ministériel modifié du 29 mars 2004 ; • entretien annuel ; • nettoyage a minima bi-annuel (avant et après la campagne) et autant de fois que nécessaire. <p>L'exploitant tient à jour un carnet spécifique aux extracteurs. Ce carnet recense les extracteurs du site, cellule par cellule, leur positionnement, avec les dates de nettoyage, la conformité ATEX et les éventuelles défaillances.</p> <p>En cas de remplacement, les moteurs nouvellement installés sont à axes déportés à l'extérieur des gaines et des cellules.</p>
<p>Constats :</p> <p>Des contrôleurs de rotation et des contrôleurs de déports de bandes sont bien présents au niveau des transporteurs à bandes. Un test de déport de bande a été réalisé sur le TB4 au niveau de la galerie sur cellules en fond de silo. Le déclenchement du capteur a bien entraîné l'arrêt du tapis, toutefois il a fallu une temporisation d'une dizaine de secondes avec le capteur déployé au maximum pour constater cet arrêt. L'exploitant a indiqué qu'il vérifiera la possibilité de réduire ce temps de temporisation apparaissant un peu long. Les bandes sont bien non propagatrices de la flamme, la présence du logo NF EN 20340 a été constaté sur les deux bandes situées dans la galerie sur cellules.</p> <p>L'exploitant a mis en place un système de contrôle de ses équipements sur base de code à scanner, il permet de vérifier régulièrement les installations et de faire remonter automatiquement sous forme d'erreur sur une application donnée les retards de contrôles ou de vérifications. Le récapitulatif des équipements vérifiés par ce système a été présenté avec une périodicité des contrôles de 4 mois.</p> <p>L'arrêt du tapis a bien entraîné l'arrêt des équipements situés en amont lors du test de déport de bande effectué sur le TB4.</p> <p>L'inspection a aussi pu constater que les moteurs des extracteurs d'air des cellules de stockage sont à axes déportés afin d'éviter toute chute de matériel à l'intérieur d'une cellule. Le système de contrôle des équipements présenté permet de suivre l'entretien de ces extracteurs.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Vieillessement des structures

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/08/2010, article 14</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vieillessement des structures</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit s'assurer de la tenue dans le temps des parois des silos vertical et horizontal. Il met en place a minima une procédure de contrôle visuel des parois de cellules, pour détecter tout début de corrosion ou d'amorce de fissuration. Ce contrôle est réalisé périodiquement, à une fréquence à déterminer par l'exploitant (a minima annuelle). En cas de constat de l'évolution des structures, un contrôle approfondi est mené (analyse du béton, résistance, ferrailage, etc.) et, le cas échéant, l'exploitant prend les mesures de mise en sécurité des installations qui s'imposent.</p>

<p>Constats :</p> <p>Pour le contrôle de vieillissement des structures l'exploitant s'appuie sur une procédure et sur un logigramme réalisé par l'interprofession Coop de France. Un contrôle visuel est réalisé annuellement par Mr Borelly. Ce contrôle fait l'objet d'un rapport avec prise de photos et il permet de constater l'évolution des silos d'une année sur l'autre et d'enclencher des interventions si nécessaire. L'inspection a vérifié les deux derniers rapports de contrôles établis par l'exploitant et n'a pas relevé d'incohérences dans le contrôle effectué.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Formation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Formation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.</p> <p>Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Mr Benjamin Halbourg est le chef de silo. Un avenant de contrat indiquant que Mr Halbourg est chef de centre sous la responsabilité d'un chef de secteur (Mr Jolivot) a été présenté à l'inspection.</p> <p>L'exploitant a transmis aux services de l'inspection un tableau de suivi des formations pour le personnel travaillant sur le site de Nanteuil et dans lequel on retrouve les intitulés des formations suivies et les dates de recyclage prévus. Mr Benjamin Halbourg doit suivre une formation agréée de céréales le 6 juin 2024. Il a notamment suivi une formation manipulation des extincteurs le 6 juin 2022 (recyclage prévu cette année), une formation ATEX réalisée par Coop de France le 5 avril 2023, une formation voies ferrées les 5 et 6 décembre 2022, une formation engrais le 19 décembre 2023 et certiphyto le 2 septembre 2021. Le même suivi pour les personnes travaillant sur le site de Nanteuil a été présenté à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesures de protection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesures de protection
Prescription contrôlée : (...) Le silo ne doit pas disposer de relais, d'antenne d'émission ou de réception collective sous ses toits, excepté si une étude technique justifie que les équipements mis en place ne sont pas source d'amorçage d'incendie ou de risque d'explosion de poussières. Les conclusions de cette étude doivent être prises en compte dans l'étude préalable relative à la protection contre la foudre.
Constats : L'exploitant a présenté aux services de l'inspection une ARF en date du 16 mars 2011 réalisée par l'entreprise NEUSIS. L'ARF conclut sur le fait que les protections sont optionnelles pour les silos 1 et 2 et elle précise que le site est cependant déjà équipé d'installations de protections contre la foudre qui font l'objet d'une étude technique. L'ARF n'intègre pas les antennes présentes sur les tours de manutention, toutefois ces dernières sont situées aux dessus des toits et non en dessous. L'exploitant a aussi présenté une étude technique du 16 mars 2011 pour le maintien des protections foudre existantes malgré les conclusions de l'ARF plus favorable. Un rapport de contrôle des installations foudre réalisé par l'entreprise BCMfoudre en date du 7 novembre 2023 a aussi été présenté, ce dernier ne reprend pas d'anomalies sur les installations.
Type de suites proposées : Sans suite